

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 704

semaine du
du 5 au 11 mai
2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



1^{er} Mai, en pleine période électorale, des milliers avec les syndicats ou l'Union populaire

POUR BLOQUER MACRON

Par-delà les discussions, les tractations électorales en cours, dont les médias font leurs choux gras et sur lesquelles nous reviendrons la semaine prochaine, un fait majeur s'impose : 8 millions ont voté au premier tour de la présidentielle en faveur de Mélenchon et de son orientation de rupture. Assez de la spirale infernale des politiques destructrices qui entendent liquider un à un tous les acquis, faire travailler toujours plus, condamner la jeunesse à un avenir de précarité !

Ce fait : ce « bloc populaire » de 8 millions pour la rupture, continue d'imprégner et de marquer toute la situation. Cette exigence de rupture sera au centre des prochaines législatives. L'éditorial du quotidien patronal *Les Echos*, ce 3 mai, se conclut ainsi : « Mélenchon continue de faire peur. S'il fait peur, ce n'est pas sans raison. (...) (Il) semble bénéficier d'un élan qu'on ne sent pas côté LREM. Est-on si sûr qu'il n'a aucune chance de l'emporter ? Et même s'il échoue, il pourrait devenir la première opposition à l'Assemblée. Premier groupe d'opposition et radical, cette terre est inconnue. "L'Assemblée sera difficile à tenir", pronostique un François Bayrou qui plaide pour un profil politique (lui) à Matignon. Comment, dans ce contexte, faire accepter la retraite à 65 ans, qui était en tête de tous les slogans du 1^{er} Mai ? "C'était la seule réforme du projet présidentiel. Ce sera le premier combat de Mélenchon", glisse un proche... inquiet. » A suivre...

Pages 2 et 6

RETRAITES

Un débat édifiant entre le président du Medef et un économiste

Aux côtés du président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, l'économiste Patrick Artus n'y va pas par quatre chemins (1). Selon lui, « aucune économie n'est possible en France, sauf sur les retraites ». « Le président de la République a, selon moi, la légitimité pour faire aboutir ce chantier », espère Roux de Bézieux. A quelle hauteur voudraient-ils sabrer ? L'économiste répond : « quatre points de PIB ». Cela représente 75 milliards d'euros, soit le quart de toutes les pensions versées en France chaque année ! C'est dire l'ampleur du choc qui se prépare et que Macron revendique d'engager (...).

Pour le patron du Medef, « il faut que les salariés acceptent de se dire que les deux dernières années seront moins bien payées avec moins de responsabilité qu'en pleine carrière ». C'est ainsi que Macron entend la prise en charge de la pénibi-

lité : il ne s'agit pas de partir plus tôt comme dans certains cas aujourd'hui, il s'agit d'occuper des emplois moins qualifiés ! Donc, non seulement on partira plus tard, mais avec une pension plus basse puisque les salaires sont plus bas. D'ailleurs, le patron du Medef précise : « Du point de vue managérial, je ne vois pas comment on peut garder des gens plus longtemps aux mêmes fonctions et responsabilités. Le salaire est un autre sujet. Une partie peut être prise en charge par le système de retraite. » Ça s'appelle la retraite progressive. Ça consiste à travailler à la retraite ! Comme aux Etats-Unis. A propos, la personne chargée par Macron du dossier des retraites s'appelle, selon la presse, Marguerite Cazeneuve. Elle a travaillé chez... McKinsey ! (2).

(1) Propos recueillis lors d'un débat organisé le 28 avril par le Club de l'économie du Monde.

(2) Selon *L'Express* (27 avril).